

Le nouveau dynamisme du salafisme en Côte d'Ivoire : vers une radicalisation de l'islam ivoirien ?

Frédéric Madore

Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient (CIRAM), Université Laval (Canada)

frederick_madore@outlook.com

Résumé

En dépit d'un nombre croissant d'études sur l'islam en Côte d'Ivoire, relativement peu de recherches ont porté sur les derniers développements de la mouvance salafiste ou « wahhabite » dans ce pays. Cette communication se propose d'interroger l'évolution récente de cette tendance de l'islam en Côte d'Ivoire depuis les 25 dernières années à travers ses principaux *leaders* et associations. Les attaques terroristes perpétrées par des groupes djihadistes dans la sous-région et notamment celles à Grand-Bassam en mars 2016 ont considérablement influencé les perceptions liées au « salafisme » en réduisant souvent ce courant à la violence et aux conflits. Or, cette contribution souhaite aller au-delà d'une perspective sécuritaire et contre-terroriste réductrice en présentant un portrait plus nuancé d'une manifestation locale d'un mouvement mondial. Loin de s'être radicalisées en dépit de leur activisme croissant, les élites salafistes ivoiriennes et leurs principales associations ont fait preuve d'une participation citoyenne et légaliste dépourvue de violence tout en s'impliquant activement dans la lutte contre le radicalisme islamique. Durant la décennie trouble des années 2000, les actions de l'Association des Musulmans Sunnites de Côte d'Ivoire (AMSCI) en faveur de la paix et de la réconciliation ainsi que son incursion dans l'arène du développement économique et social se sont inscrites résolument dans leur volonté de se poser comme interlocuteur privilégié des musulmans avec le pouvoir.

Introduction

Si l'islam en Côte d'Ivoire a peu été étudié par rapport à d'autres pays de la sous-région plus fortement islamisés, les travaux récents, de plus en plus nombreux, ont mis en évidence le fait que ce pays n'est pas resté en retrait des grandes dynamiques touchant l'islam en Afrique de l'Ouest (LeBlanc, 2000, 2003, 2007, 2009a, 2009b, 2012, 2014 ; Miran, 1998, 2000, 2006 ; Savadogo, 2005). Pourtant, en dépit d'un nombre croissant d'études sur les musulmans en Côte d'Ivoire, aucune n'a porté sur l'évolution récente de la mouvance salafiste ou « wahhabite ». Or, les wahhabites, organisés aujourd'hui au sein de l'Association des Musulmans Sunnites de Côte d'Ivoire (AMSCI), font preuve d'un dynamisme certain, bénéficient d'une visibilité renouvelée et rejoignent un profil de fidèles de plus en plus varié en plus de se poser comme un groupe majeur sur la scène musulmane nationale.

Cette contribution, qui est synthèse d'un article paru dans la revue *Journal of Religion in Africa* (Madore 2016a), propose d'interroger l'évolution récente du salafisme et d'explorer les développements que cette tendance a connus en Côte d'Ivoire depuis les 25 dernières années, particulièrement en ce qui concerne l'islam associatif. Le conflit malien en 2012, la violence perpétrée par Boko Haram et la vague d'attentats terroristes en Afrique de l'Ouest ont considérablement influencé les perceptions liées au « salafisme » en réduisant souvent ce courant à la radicalisation, la violence et aux conflits. Or, il s'agit d'aller au-delà d'une perspective sécuritaire et contre-terroriste réductrice en présentant un portrait plus nuancé d'une manifestation

locale d'un mouvement mondial et ainsi contribuer à une meilleure connaissance de ce que Østebø a qualifié d'« *African Salafism* » (2015).

Il importe de définir les termes « salafisme » et « wahhabisme ». Ce dernier, du nom du théologien arabe du XVIII^e siècle Muhammad Ibn Abd al-Wahhab, fut d'abord utilisé par l'administration coloniale française qui voyait en lui la principale source d'inspiration des nouveaux réformistes ouest-africains. Les adeptes de ce mouvement n'ont jamais accepté cette appellation, préférant se dire *salafi* (par référence aux *salaf*, les pieux et glorieux « prédécesseurs » et ancêtres dans la foi), mais surtout « sunnites », d'après l'expression arabe *Ahl al-Sunna* ou « communauté des gens de la Sunna ». Ils cherchent à « dé-africaniser » et à purifier l'islam en rejetant les innovations illicites (*bida*)¹ et l'associationnisme populaire qui combine le syncrétisme, l'idolâtrie et le polythéisme (*shirk*, c'est-à-dire la déification ou le culte de quelqu'un ou autre chose que Allah). Ils croient que ces pratiques ont corrompus l'islam et visent à réintroduire ce qu'il considère comme l'islam « authentique » et « véritable ». Certains musulmans dits « salafistes » ou « wahhabites » se disent « sunnites », en excluant les sunnites non-salafistes tels que les sunnites de tendance soufie ou autre. À l'inverse, les musulmans non-wahhabites se sont fait le relais de cette désignation à laquelle ils ont donné une connotation péjorative. En Côte d'Ivoire, les salafistes ont choisi de s'appeler « orthodoxes » dans les années 1970, puis « sunnites » à partir des années 1990. Toutes précautions prises quant aux implications idéologiques des différents vocables, les termes « wahhabite », « sunnite » et « salafiste » seront employés comme synonymes.

Cette recherche s'appuie sur une enquête de terrain conduite à Abidjan entre novembre 2014 et avril 2015² et, d'autre part, sur le dépouillement de la presse généraliste³ et islamique⁴. Dans un premier temps, il sera question de la transition marquant le passage de l'Association des Musulmans Orthodoxes de Côte d'Ivoire (AMOCI) à l'AMSCI au cours des années 1990. La deuxième partie sera l'occasion de montrer comment cette association salafiste, qui s'est mutée en fédération, a cherché à concurrencer les principales associations musulmanes nationales et a fait preuve d'un nouveau dynamisme. Enfin, la dernière section mettra en relief la participation des associations salafistes durant la crise des années 2000 et l'après-crise de 2010-2011 et leur plus grande implication dans l'arène socio-économique afin de souligner leur position modérée et légaliste ainsi que leur volonté de se poser comme interlocuteur privilégié des musulmans avec le pouvoir.

1. La réorganisation des sunnites dans les années 1990 : vers un nouveau départ pour les salafistes de Côte d'Ivoire

Dans les années 1970, la communauté wahhabite ivoirienne, qui connaissait une forte progression, s'était organisée au sein de l'Association des Musulmans Orthodoxes de Côte d'Ivoire (AMOCI), officiellement reconnue en 1976. Ce dynamisme céda cependant à une longue série de crises internes entre 1981 et 1986 qui mena à la suspension de l'AMOCI et à la fermeture, entre 1981 et 1986, de leur principale mosquée à Abidjan⁵. Bien que l'association ait obtenu l'autorisation de fonctionner à nouveau en 1986, elle resta pratiquement inactive pendant plusieurs années. La suspension de l'association conjuguée à l'absence d'un renouvellement au sein de l'intelligentsia « orthodoxe » et au fait que l'AMOCI était dominée par une masse peu instruite et socialement défavorisée fit en sorte que le mouvement wahhabite perdit du terrain au profit d'autres tendances de l'islam dans les années 1980 et au début des années 1990 (Miran, 2006 : 293).

L'organisation d'un congrès en 1997 consacra la renaissance du mouvement wahhabite. En effet, les sunnites pouvaient à ce moment compter sur une nouvelle génération d'intellectuels, au nombre

desquels figuraient Moustapha Sy et Salia Bamba, tous deux docteurs en théologie islamique après des études en Arabie Saoudite. Ces deux individus favorisèrent le développement de liens avec l'Arabie Saoudite et le Koweït grâce aux réseaux qu'ils ont pu développer tout au long de leur parcours. Lors de ce congrès, les nouveaux intellectuels sunnites décidèrent de changer le nom de l'association, car pour eux, le terme « orthodoxe » portait à confusion avec les chrétiens orthodoxes d'où le changement pour l'Association des Musulmans Sunnites de Côte d'Ivoire (AMSCI). Cette décision ne fut officialisée que le 29 août 2001 (Konaté, 2009 : 192-193).

Parallèlement à cela, les nouveaux dirigeants de l'AMSCI cherchèrent aussi à retrouver une visibilité sur la scène religieuse ivoirienne et une légitimité face aux autorités. Ceci passa notamment par un adoucissement des discours envers les autres tendances de l'islam et l'adoption d'une posture de retrait face aux débats politiques. Dans les années 1970, certains des premiers animateurs du mouvement salafiste faisaient preuve de sectarisme rigide et s'en prenaient ouvertement aux autres musulmans qu'ils qualifiaient de « traditionalistes » et d'« associationnistes ». Or, suivant la restructuration de leur mouvement, les sunnites modérèrent leurs positions envers les autres musulmans ivoiriens à partir des années 1990 afin de favoriser un meilleur climat d'entente. Pour bien marquer ce rapprochement, l'AMOCI participa à la création du Conseil National Islamique (CNI) le 9 janvier 1993, une structure fédérative conçue pour unifier l'ensemble des associations musulmanes du pays⁶. Autre signe de cette ouverture envers les autres musulmans, Dr Moustapha Sy anima de nombreux séminaires, journées islamiques et conférences organisées par d'autres associations islamiques telles que l'Association des Élèves et Étudiants Musulmans de Côte d'Ivoire (AEEMCI)⁷ et la Ligue islamique des prédicateurs de Côte d'Ivoire (LIPCI)⁸ un peu partout au pays.

Tout au long des années 1990, les responsables de l'AMSCI, davantage préoccupés par la « renaissance » de leur association, se sont abstenus de prendre position dans les débats sociopolitiques. Ainsi, les débats houleux des années 1990 concernant l'ivoirité⁹, la nationalité des ressortissants du nord de la Côte d'Ivoire et les querelles de succession au président Félix Houphouët-Boigny en 1993 entre les partisans d'Henri Konan Bédié et ceux d'Alassane Ouattara semblèrent loin des préoccupations de l'AMSCI. Cette association a donc été en retrait de la nouvelle dynamique selon laquelle des *leaders* d'associations musulmanes commencèrent à dénoncer les traitements infligés aux musulmans par l'État et les autorités politiques. En effet, les responsables du CNI et du Conseil Supérieur des Imams (COSIM)¹⁰ étaient intervenus régulièrement dans l'espace public pour dénoncer la situation sociale et politique du régime de Bédié (1993-1999). Ces deux associations s'imposèrent sur le plan national comme intermédiaires privilégiés des musulmans auprès des autorités publiques. Lors de la forte controverse sur le référendum de la constitution de la deuxième république en 2000¹¹, qui visait essentiellement à permettre Alassane Ouattara de se présenter ou non aux élections présidentielles de la même année, l'AMSCI fit encore preuve de mutisme contrairement aux autres associations musulmanes telles que le CNI et le COSIM. Le président du CNI s'était prononcé clairement contre ce projet en affirmant que le « texte divise les Ivoiriens au lieu de les rapprocher » (*Le Jour*, 21 juillet 2000). Au tournant des années 2000, la réorganisation et la redynamisation des sunnites se sont opérées à travers l'accent mis sur la jeunesse et les femmes et, quelques années plus tard, avec l'arrivée d'un nouveau président à la tête de l'AMSCI en 2007.

2. Profils diversifiés, figures nouvelles et prosélytisme revu dans les années 2000

Lors du congrès qui s'était tenu en 1997, en plus du changement de nom de l'association, les délégués avaient vu la nécessité de réorganiser le fonctionnement interne de l'AMSCI afin de mieux coordonner les actions des jeunes et de favoriser leur mobilisation. Ce désir se traduit par la création d'une structure spécialisée : la Jeunesse de l'Association des Musulmans Sunnites en Côte d'Ivoire (J-AMSCI). Progressivement, cette cellule s'est vue accorder une plus grande autonomie. En effet, en 2002, l'AMSCI et son président de l'époque décidèrent de renforcer l'autonomie des structures d'encadrement de la jeunesse. Puis, au troisième congrès de l'AMSCI en 2007, une des principales recommandations fut l'appel au changement de statut de l'association appelée à devenir une fédération regroupant les associations wahhabites. Fort de cette suggestion, les responsables de l'AMSCI décidèrent que certaines structures spécialisées, dont la J-AMSCI, soient mutées en association. En avril 2013, la J-AMSCI organisa finalement son premier congrès constitutif. Pour marquer ce nouveau départ, la J-AMSCI devint officiellement une association indépendante à part entière : la Jeunesse Musulmane de Côte d'Ivoire (JEMCI). Il est intéressant de souligner qu'en dépit du fait que l'association conserva son orientation salafiste et son affiliation à l'AMSCI, cette appellation se veut plus « ouverte » et moins « exclusive » et témoigne d'une volonté de rejoindre plus largement le public de jeunes musulmans.

Parallèlement à la mise sur pied d'une structure d'encadrement de la jeunesse, l'AMSCI créa aussi une structure pour les femmes, la Cellule Féminine de l'AMSCI (CFAMSCI), bien que moins dynamique que celle pour la jeunesse. À l'instar de la cellule des jeunes, la CFAMSCI passa du statut de cellule féminine à association à part entière au terme de son congrès constitutif de décembre 2013. Elle prit alors le nom de Convention des Femmes Musulmanes Sunnites de Côte d'Ivoire (CFEMSCI). La constitution de la JEMCI et de la CFEMSCI en tant qu'associations propres et non plus comme une simple cellule ou structure spécialisée au sein de l'AMSCI témoigna bien de la volonté des aînés de l'AMSCI de laisser une plus grande autonomie aux jeunes et aux femmes. Ces changements s'inscrivaient dans un contexte où cette association cherchait à affirmer son *leadership* et sa conception de l'islam, voire à concurrencer les deux principales instances musulmanes du pays : le CNI et le COSIM. Ceci se traduit aussi par son retrait du CNI en 2005, dont elle avait pourtant été un des membres fondateurs. Ses imams se retirèrent par la suite du COSIM à la faveur de leur propre instance équivalente, le Conseil des Imams Sunnites (CODIS).

Ce repositionnement dans le paysage religieux porta progressivement ses fruits surtout depuis l'avènement de Fadiga Moussa Al Farouk à la tête de l'AMSCI en août 2007 au terme du 3^e congrès de l'association. Ceci marqua une intensification des activités du mouvement notamment avec la construction de mosquées, de médersas et la réalisation de projets de développement. Son parcours académique fait en sorte qu'il peut compter sur des liens étroits avec des donateurs de l'Arabie Saoudite où il dispose d'un vaste réseau ce qui leur permet de bénéficier d'une très forte légitimité et autorité religieuse auprès de la communauté musulmane ivoirienne¹². Entre 1993 et 2003, il a obtenu une licence et une maîtrise à l'Université islamique de Médine puis un doctorat à la faculté de droit islamique de l'Université Muhammad Boun Saoud de Ryad. À son retour en Côte d'Ivoire, il a fondé l'ONG *Maktab Ta'Awoun* en 2004¹³, qui se spécialise dans la construction de mosquées, de médersas et de puits en Côte d'Ivoire. Pouvant compter sur le soutien et le partenariat d'ONG ou de donateurs de l'Arabie Saoudite, *Maktab Ta'Awoun* a été très active au pays et a participé du même coup au rayonnement de l'AMSCI. Des centaines de mosquées, écoles coraniques, médersas auraient été construites par cette ONG¹⁴. À ces

nombreuses réalisations s'ajoute la création de l'Université islamique Al Fourqane ouverte depuis l'année académique 2009-2010 à Yopougon et dont Fadiga Moussa Al Farouk est le président-recteur.

Son arrivée coïncida aussi avec une nouvelle façon de l'AMSCI de structurer son action islamique en cherchant à s'implanter davantage dans l'espace urbain. À Abidjan, c'est dans les communes de Yopougon, Adjamé et Abobo que l'AMSCI a concentré énormément d'efforts au cours des dernières années entre autres avec la construction de nouvelles mosquées, dont certaines très grandes et à grands frais. L'AMSCI a aussi fait preuve de dynamisme à l'intérieur du pays depuis les dix dernières années. Même si l'association comptait déjà une cinquantaine de sections réparties sur l'ensemble du territoire national, c'est véritablement à partir de son congrès de 2007 qu'elle a commencé à se montrer plus active ailleurs au pays. Au cours de cette assemblée, une des recommandations qui avaient été formulées était d'entreprendre une véritable campagne de remobilisation des structures de base sur toute l'étendue du territoire comme l'a souligné un des responsables de l'AMSCI de l'époque : « Du fait de la crise sociopolitique, nous avons constaté un délaissement du travail de la vie associative. Après le congrès de 2007, nous avons jugé utile de faire le tour de la Côte d'Ivoire pour redynamiser les structures qui avaient perdu leur dynamisme. » (*Islam Info*, 9-15 juin 2010). Le président lui-même, souvent accompagné d'une forte délégation composée d'autres responsables du bureau national de l'AMSCI, a sillonné le pays entre 2008 et 2010. Ainsi, lentement mais sûrement, l'AMSCI a tissé sa toile et s'est étendue à toutes les localités de la Côte d'Ivoire. L'AMSCI concentre notamment ses efforts à la base et dans les villages dans sa volonté de diffuser l'islam « authentique ».

Depuis la fin des années 1990, les activités de prédication de l'AMSCI ont aussi permis de rejoindre nouveaux profils de musulmans, qui étaient auparavant peu représentés dans le mouvement salafiste. La création de la Communauté des Élèves et Étudiants Musulmans de Côte d'Ivoire (CEEMUCI) en 2003 a en quelque sorte incarné la montée du salafisme dans les établissements scolaires et universitaires et tout particulièrement sur le campus de l'Université de Cocody. Cette association est née en mars 2003 à la suite d'une scission de plusieurs membres de l'AEEMCI, qui est active dans le milieu scolaire et universitaire francophone depuis les années 1970. Famoussa Coulibaly, président de l'association de 2003 à 2008, a lui-même été président de la section de l'AEEMCI. Il a justifié son départ pour des raisons idéologiques : « nous nous réclamons du sunnisme qui commande le respect strict des règles du Coran et de la Sunna. Ce qui n'a malheureusement pas été le cas de la part des responsables de l'AEEMCI d'alors. Cela a entraîné dans le temps des échauffourées entre nous dans la nomination des imams de sections » (*Al-Azan*, décembre 2005). Des tensions sont en effet nées sur le campus entre wahhabites et autres musulmans. Ce groupe d'étudiants de tendance salafiste avait également tenté de noyauter le bureau exécutif national en plaçant des membres favorables à leur cause dans le but d'éventuellement prendre la direction de l'AEEMCI, mais ce fut sans succès. Ces individus ont donc préféré la création d'une autre association qui correspondait mieux à leur tendance religieuse, car ils déploraient le manque de connaissances de l'islam et sa négligence chez les étudiants musulmans des universités et des instituts supérieurs militants au sein de l'AEEMCI.

Depuis 2003, les militants de la CEEMUCI ont fait de la tenue vestimentaire un élément d'identification et d'appartenance sur les campus universitaires. En effet, les étudiants portent le bonnet et le pantalon court et conservent une barbe fournie. Les étudiantes, quant à elles, sont plusieurs à porter le niqab. Cet habillement avait d'ailleurs suscité la controverse dans plusieurs établissements post-secondaires. Bien que cette association ne soit pas une émanation directe de

l'AMSCI, cette dernière s'est rapprochée de la CEEMUCI avec qui ils ont en commun les mêmes principes religieux. Outre leur fréquente collaboration lors de divers événements, l'implication militante est assez poreuse entre ces deux associations puisque des individus occupent des postes dans les deux associations.

La visibilité accrue du salafisme en Côte d'Ivoire au cours des dernières années s'explique également par l'utilisation des médias par l'AMSCI. Au cours des dernières années, les responsables de l'AMSCI ont pris conscience qu'ils n'avaient aucun intérêt à se mettre en marge du processus de médiatisation du religieux si bien qu'ils voient de plus en plus l'importance d'utiliser les NTIC pour promouvoir leur message. Dans cette optique, l'AMSCI a créé en 2010 la radio Al Fourqane à Man, dans l'ouest du pays. La radio, qui a commencé à émettre en 2011, diffuse en langues nationales et en français. D'autres signes montrent l'importance accordée aux NTIC. Plusieurs séances de formation ont été organisées pour mieux former les imams et les prêcheurs de l'association. Dans cette même optique, l'AMSCI disposait récemment d'un site web officiel¹⁵, avant qu'il ne soit hors-ligne, ainsi qu'une page Facebook¹⁶ depuis janvier 2014, bien qu'elle ne soit pas actualisée fréquemment. C'est plutôt à travers une initiative venant de quelques fidèles musulmans sans affiliation officielle que les grandes figures du salafisme en Côte d'Ivoire sont diffusées sur internet. C'est notamment le cas avec le site web « Salam.ci »¹⁷. Bien qu'il ne soit pas exclusivement voué aux associations de tendance salafiste, une majorité de vidéos concerne des prédicateurs et imams salafistes (Madore, 2016b). Parallèlement à cette plus grande visibilité, si les sunnites étaient restés en retrait des débats sur l'ivoirité dans les années 1990, l'AMSCI s'est davantage impliquée dans les enjeux sociopolitiques durant la crise des années 2000 suivant son travail de positionnement comme une organisation religieuse de premier plan sur la scène nationale.

3. Discours et participation citoyenne de l'AMSCI dans la crise des années 2000 : un islam salafiste légaliste et modéré hors de l'arène spirituelle

La décennie 2000 fut terrible pour la Côte d'Ivoire sur le plan politique et social avec l'éclatement de nombreuses violences et dérives politico-religieuses notamment à la suite de la tentative de putsch raté de septembre 2002 (Miran-Guyon, 2015). Les nombreuses exactions dont ont été victimes les musulmans¹⁸ n'ont pas cependant entraîné une radicalisation du discours des leaders salafistes. Même si c'est le CNI et le COSIM qui ont monopolisé le devant de la scène islamique, l'AMSCI, à travers ses différentes actions, a malgré tout cherché à jouer sa partition en lançant des appels répétés pour la paix et la modération et en organisant de nombreuses conférences sur cette question. Par exemple, en septembre 2005, l'AMSCI a tenu une conférence ayant pour thème « Paix durable en Côte d'Ivoire : quels apports de la communauté musulmane pour une société unifiée ? » (*Le Patriote*, 7 septembre 2015).

L'implication de l'AMSCI s'est prolongée jusqu'à la tenue des élections présidentielles à l'automne 2010. À cet égard, en septembre 2010, l'association a formulé une motion dans laquelle l'association demandait au président Laurent Gbagbo d'œuvrer à l'organisation d'une élection apaisée pour marquer un retour définitif de la paix en Côte d'Ivoire. Les dirigeants sunnites avaient aussi invité les partis politiques à privilégier la concertation, le dialogue et la modération (*L'Intelligent d'Abidjan*, 2 octobre 2010). Lors d'une autre occasion, l'association avait exhorté « les imams sunnites à rester neutres dans le déroulement de la campagne et à ne pas transformer les mosquées en lieux de meetings électoraux ». Aux 14 candidats, elle « demande d'accepter le verdict des urnes pour éviter à la Côte d'Ivoire de basculer dans une spirale de violences ». Les

sunnites ont aussi appelé les médias nationaux à faire un traitement professionnel de l'information (*Notre Voie*, 20 novembre 2010).

Lorsque la crise postélectorale éclata à la fin novembre 2010, des musulmans furent victimes de violences arbitraires à grande échelle¹⁹. Les associations salafistes ne sont pas entrées dans cette spirale. L'AMSCI et le CODIS se sont prononcés à plusieurs reprises sur les incendies de mosquées, les assassinats d'imams et le déplacement des populations en appelant au calme (*Islam Info*, 29 décembre 2010-4 janvier 2011 ; *Le Patriote*, 21 mars 2011). Au terme de la crise postélectorale de 2010-2011, l'AMSCI, à l'instar des autres imams et associations du pays, s'est impliquée dans le processus de réconciliation à travers l'organisation de plusieurs séminaires. Le thème du 4^e congrès ordinaire de l'AMSCI d'avril 2014, qui a reconduit Dr Fadiga Moussa Al Farouk au poste de président, avait pour thème central : « Quelle AMSCI face aux défis de la tolérance, de la réconciliation et de la reconstruction en Côte d'Ivoire ? ».

Un autre signe de la réorientation du discours des élites salafistes du domaine spirituel vers l'arène sociale et politique depuis le tournant des années 2000 a été leur participation plus active dans le développement socio-économique de la Côte d'Ivoire. Ce sont surtout les jeunes musulmans y compris les femmes des associations salafistes gravitant autour de l'AMSCI qui ont été les moteurs de cette incursion dans le développement économique du pays. En 2012, près de cent membres de la jeunesse de l'AMSCI ont reçu une formation sur l'entrepreneuriat. Lors de cette activité, le président de la cellule avait soutenu qu'à travers cette formation, la jeunesse sunnite entendait s'inscrire dans le programme du président Alassane Ouattara sur l'insertion des jeunes dans le marché du travail (*Fraternité Matin*, 2 avril 2012). Dans la même lignée, le thème du séminaire national islamique de la JEMCI d'août 2014 avait repris le slogan régulièrement lancé par Alassane Ouattara : « Émergence de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2020²⁰ : quel apport de la jeunesse musulmane ? » (*Abidjan.net*, 1^{er} septembre 2014). De nombreuses activités de la jeunesse militant au sein de la CEEMUCI s'inscrivent aussi dans cette lignée. En septembre 2014, la CEEMUCI a organisé des ateliers, des conférences et des tables rondes autour du thème « La problématique de l'insertion socioprofessionnelle en Côte d'Ivoire : quelles perspectives pour les femmes musulmanes ? » (*Islam Info*, 24-30 septembre 2014).

L'implication citoyenne des principaux mouvements salafistes en Côte d'Ivoire s'est aussi manifestée récemment par leurs actions pour prévenir et dénoncer la radicalisation de l'islam. À l'été 2015, une inquiétude grandissante s'était exprimée chez les Ivoiriens quant à une éventuelle menace d'attaques terroristes dans le pays. En moins de trois semaines, cela faisait deux fois que des attaques au Mali avaient lieu à une vingtaine de kilomètres seulement de la frontière ivoirienne. À cela s'étaient ajoutés les propos d'un prêcheur d'Ansar Dine, qui avait déclaré que son organisation allait multiplier les attaques et notamment en Côte d'Ivoire. Dans ce contexte, les principales associations salafistes ivoiriennes avaient cherché à contribuer pour prévenir la radicalisation de l'islam. L'AMSCI a organisé au début septembre 2015 une assemblée sur le thème « L'islam, religion de paix et de cohésion ». Elle visait à sensibiliser 200 imams et responsables d'associations musulmanes de partout au pays, sur les valeurs de paix et de cohésion à travers différentes communications : « Fondements de la paix et de la cohésion dans l'Islam », « Islam, djihad et terrorisme », « Responsabilité communautaire face à la violence et au terrorisme » et « Loi sur le terrorisme en Côte d'Ivoire » (*Soir Info*, 8 septembre 2015 ; *Islam Info*, 9-15 septembre 2015a). La CEEMUCI avait de son côté organisé un séminaire de formation islamique de six jours à la fin août 2015 autour du thème « Quelle attitude des organisations de jeunes musulmanes face à la montée de l'extrémisme ? » (*Islam Info*, 9-15 septembre 2015b).

Dans la foulée des attaques terroristes à Grand-Bassam en mars 2016, les principales associations salafistes ont utilisé les médias et les réseaux sociaux pour dénoncer rapidement le terrorisme sous toutes ses formes qui ternissent l'image de l'islam et ont critiqué l'amalgame entre le salafisme et la violence. En outre, un séminaire national islamique sur l'islam, le terrorisme et les jeunes organisé par la JEMCI a eu lieu du 31 juillet au 6 août 2016 à Yamoussoukro. L'objectif général de cet événement était de « faire en sorte que les jeunes musulmans comprennent clairement que le terrorisme au nom de l'islam est une hérésie²¹ ».

Conclusion

Depuis les années 1990, le mouvement salafiste par le biais de l'AMSCI a connu en quelque sorte une renaissance qui passa par la participation accrue des jeunes et des femmes. Après avoir cherché à se rapprocher du reste de la communauté musulmane, les *leaders* salafistes cherchèrent à se repositionner sur la scène religieuse ivoirienne en se distançant du CNI et du COSIM. L'arrivée de Fadiga Moussa Al Farouk à la tête de l'AMSCI en 2007 fut déterminante. Elle s'accompagna par une décentralisation de l'action islamique par la redynamisation des bases et la construction d'infrastructures islamiques partout au pays. L'émergence de nouvelles figures salafistes, dont des étudiants provenant du milieu francophone laïque, et leur plus grande visibilité illustrent bien le dynamisme récent du salafisme ivoirien. Après être restés en retrait des débats politiques liés à l'ivoirité durant les années 1990, les responsables de l'AMSCI ont commencé à œuvrer en faveur de la paix et de la réconciliation ainsi qu'à s'impliquer dans le développement économique et social à partir des années 2000. Même si le COSIM demeure aujourd'hui l'instance majeure de l'islam ivoirien, l'AMSCI se pose de plus en plus comme un interlocuteur privilégié de la communauté musulmane. Loin de s'être radicalisées en dépit de leur activisme croissant, les principales élites et associations salafistes ont fait preuve d'une participation citoyenne et légaliste dépourvue de violence.

¹ Des pratiques telles que le Maouloud (célébration de l'anniversaire du Prophète), les dévotions aux tombeaux des « saints » et autres pratiques « préislamiques » sont considérées comme *bida'*.

² Les principales associations islamiques ont leur siège à Abidjan. La recherche comprenait des entretiens semi-structurés avec des dirigeants et des militants des principales associations musulmanes nationales de différents courants islamiques. Cependant, il s'est avéré impossible de mener des entretiens avec les principaux groupes salafistes (AMSCI, CODIS, JEMCI et CEEMUCI) en raison de la méfiance de leurs dirigeants, malgré diverses tentatives et rencontres.

³ *Fraternité Matin* (1970-2015), *La Voie/Notre Voie* (1991-1996 ; 1999 ; 2002-2015), *Le Patriote* (1992-1993 ; 1999-2015), *Le Jour* (1994-2015), *L'Intelligent d'Abidjan* (2010-2015), *Agence Ivoirienne de Presse* (2011-2015) et *Abidjan.net* (2013-2015).

⁴ Surtout *Islam Info* (2005-2015), le principal journal islamique en Côte d'Ivoire. Il a été créé en 2005 sous la direction d'Idriss Koné Koudouss, président du Conseil National Islamique. *Islam Info* est publié chaque semaine par les Éditions Alif. La section « Vie de la communauté » du journal, qui couvre les nouvelles de la communauté musulmane de tous les courants islamiques aux niveaux local et national, a été particulièrement utile pour le suivi des activités des principaux groupes salafistes et l'obtention d'informations sur ses dirigeants.

⁵ Pour un portrait détaillé de la crise, voir Miran (2006 : 275-290).

⁶ Sur la création du CNI, qui a marqué un tournant dans la structuration de l'islam ivoirien, voir Miran (2006 : 397-441).

⁷ Reconnue officiellement en 1979, l'AEEMCI regroupe la jeunesse musulmane scolarisée dans le système éducatif francophone laïque.

⁸ Reconnue officiellement en 1991, cette association d'arabisants rassemble les prêcheurs de toutes obédiences. Elle organise et coordonne aussi les activités de *da'wa*.

⁹ Après la mort du président Félix Houphouët-Boigny en décembre 1993, le président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié, et le Premier ministre, Alassane Ouattara, se sont livrés une brève lutte pour le pouvoir. Elle fut remportée par Bédié à la suite d'un coup d'État « constitutionnel » sans effusion de sang (Hellweg 2011) et Ouattara démissionna. Afin de bloquer la candidature de Ouattara lors de l'élection présidentielle de 1995, le camp de Bédié a créé le concept de l'« ivoirité ». Celle-ci a privilégié la citoyenneté des Ivoiriens dont les ancêtres sont arrivés sur le territoire de l'actuelle Côte d'Ivoire avant l'indépendance. En fait, l'ivoirité privilégiait les chrétiens descendants du sud au détriment des musulmans originaires du nord du pays. L'adoption de nouvelles lois sur la citoyenneté exigeait de faire la preuve que les deux parents étaient nés dans les frontières du pays. Or, il était difficile pour les habitants du nord de prouver leurs origines étant donné que les frontières coloniales avaient été très perméables par le passé et beaucoup ne possédaient pas de documents attestant du lieu de naissance de leurs parents. En conséquence, de nombreux habitants du nord furent dépouillés de la citoyenneté ivoirienne et furent classés comme étrangers. Il y avait aussi des allégations selon lesquelles le père de Ouattara était né au Burkina Faso. L'élection présidentielle de 1995 fut donc boycottée par les deux principaux partis d'opposition, le Rassemblement des républicains de Ouattara (RDR) et le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, en signe de protestation contre les nouvelles règles électorales. Bédié a remporté les élections avec 96 % des voix. Selon Dozon (2000a, 2000b, 2007, 2011), l'ivoirité a constitué le principal facteur de désagrégation sociale qui a mené à l'éclatement de la guerre civile de 2002 en fabriquant des « étrangers de l'intérieur », particulièrement les nombreux musulmans du nord du pays, qui y vivaient et travaillaient depuis longtemps. Cependant, il y avait aussi un grand nombre de musulmans dans le sud (Bassett, 2003). Pour Gary-Toukara (2005), les musulmans se sont retrouvés pris en otages par les tensions politiques attisées par l'ivoirité où les tenants du pouvoir ont joué sur la peur de l'islam pour se maintenir au pouvoir.

¹⁰ Alors que le CNI s'occupe des affaires administratives de la communauté musulmane ivoirienne, le COSIM se veut l'autorité morale de la communauté. Composée d'imams, l'association est en charge de la gestion spirituelle, des mosquées et des imams du pays.

¹¹ Tout ce débat tournait autour de l'éligibilité de la candidature d'Alassane Ouattara à l'élection présidentielle de 2000. Il s'agissait notamment de revoir ou non le code électoral de 1995 stipulant que les candidats devaient être ivoirien d'origine « et » né de père et de mère eux-mêmes ivoiriens d'origine. Le débat tournait donc autour du remplacement ou non de ce « et » par un « ou » qui aurait permis à Ouattara de se présenter aux élections de 2000. Les opposants de ce dernier s'étaient employés à démontrer que Ouattara n'était qu'un Ivoirien de circonstance puisque son père était un Burkinabè, qu'il avait suivi sa scolarité en Haute-Volta et qu'il avait représenté ce pays dans des instances internationales.

¹² L'imam Koudouss du CNI, une des grandes figures de l'islam ivoirien des 25 dernières années, dira même du Dr Fadiga Moussa Al Farouk : « Il est mon cadet en âge mais un aîné en matière de connaissances » (*Notre Voie*, 15 octobre 2010).

¹³ Reconnue officiellement en novembre 2006.

¹⁴ Selon le CV de Dr Moussa Fadiga Al Farouk.

¹⁵ www.ams-ci.org.

¹⁶ www.facebook.com/pages/AMSCI/1412135665695902.

¹⁷ www.salam.ci.

¹⁸ Entre 2002 et 2007, menaces de mort, actes de brutalité et réactions d'anxiété accablèrent au silence nombre de guides musulmans qui avaient l'habitude de s'exprimer publiquement. Voir Miran-Guyon (2015 : 98-107).

¹⁹ L'issue du second tour de l'élection présidentielle de 2010, le premier scrutin depuis 10 ans, a mené à un différend électoral. Les deux candidats, Laurent Gbagbo, président sortant et reconnu par le Conseil constitutionnel, et Alassane Ouattara, reconnu par la Commission électorale indépendante et la communauté internationale, revendiquent chacun la victoire. Voir Miran (2015 : 214-228)

²⁰ Du slogan régulièrement lancé par Alassane Ouattara : « Faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020 »). Cela exprime le souhait du président, selon son programme néolibéral, de faire de la Côte d'Ivoire une des principales économies émergentes de la planète.

²¹ « Présentation du séminaire. Islam et terrorisme : quelle compréhension pour la jeunesse musulmane? », *site web de la JEMCI*, www.jemci.net/article/presentation-du-seminaire-alfalah-2016, consulté le 8 mai 2016.

Bibliographie

- BASSETT, T. J. (2003), « “Nord musulman et Sud chrétien” : les moules médiatiques de la crise ivoirienne », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, p. 13-27.
- DOZON, J.-P. (2000a), « La Côte d’Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme », *Politique africaine*, n° 78, p. 45-62.
- DOZON, J.-P. (2000b), « La Côte d’Ivoire au péril de l’“ivoirité” : genèse d’un coup d’État », *Afrique contemporaine*, vol. 193, n° 1, p. 13-23.
- DOZON, J.-P. (2007), « Les déchirures ivoiriennes : entre excès et manque de transcendance », *Social Compass*, vol. 54, n° 4, p. 593-602.
- DOZON, J.-P. (2011), *Les clefs de la crise ivoirienne*, Paris, Karthala.
- GARY-TOUNKARA, D. (2005), « La communauté musulmane et la quête de l’égalité politique dans la Côte d’Ivoire de l’ivoirité (1993-2000) », in *L’islam politique au sud du Sahara : identités, discours et enjeux*, M. GOMEZ-PEREZ (dir.), Paris, Karthala, p. 601-620.
- HELLWEG, J. (2011), *Hunting the Ethical State: The Benkadi Movement of Côte d’Ivoire*, Chicago, University of Chicago Press.
- KONATÉ, M. (2009), *Les organisations islamiques en Côte d’Ivoire (1954-2006)*, thèse de doctorat, Université Ez-Zitouna.
- LEBLANC, M. N. (2000), « From “Sya” to Islam: Social Change and Identity among Muslim Youth in Bouaké, Côte d’Ivoire », *Paideuma*, vol. 46, p. 85-109.
- LEBLANC, M. N. (2003), « Between Ethnicity, Religion and Citizenship: Young Muslims in Côte d’Ivoire », in *Être étranger et migrant en Afrique au XXI^e siècle : enjeux identitaires et modes d’insertion*, C. COQUERY-VIDROVITCH, O. GOERG, I. MANDÉ et F. RAJAONAH (dir.), Paris, L’Harmattan. Volume 1 : *Politiques migratoires et construction des identités*, p. 233-259.
- LEBLANC, M. N. (2007), « *Imaniya* and Young Muslim Women in Côte d’Ivoire », *Anthropologica*, vol. 49, n° 1, p. 35-50.
- LEBLANC, M. N. (2009a), « Foi, prosélytisme et citoyenneté culturelle : le rôle sociopolitique des jeunes arabisants en Côte d’Ivoire au tournant du XXI^e siècle », in *L’islam, nouvel espace public en Afrique*, G. HOLDER (dir.), Paris, Karthala, p. 173-196.
- LEBLANC, M. N. (2009b), « Nouveaux regards sur la vie des jeunes musulmanes en Côte d’Ivoire : dynamiques de sociabilité chez les jeunes arabisantes au tournant du XXI^e siècle », in *Lieux de sociabilité urbaine en Afrique*, L. FOURCHARD, O. GOERG et M. GOMEZ-PEREZ (dir.), Paris, L’Harmattan, p. 435-459.
- LEBLANC, M. N. (2012), « Du militant à l’entrepreneur : les nouveaux acteurs religieux de la moralisation par le bas en Côte-d’Ivoire », *Cahiers d’études africaines*, vol. 206-207, n° 2, p. 493-516.
- LEBLANC, M. N. (2014), « Piety, Moral Agency, and Leadership: Dynamics Around the Feminization of Islamic Authority in Côte d’Ivoire », *Islamic Africa*, vol. 5, n° 2, p. 167-198.
- MADORE, F. (2016a), « The New Vitality of Salafism in Côte d’Ivoire: Toward a Radicalization of Ivoirian Islam? », *Journal of Religion in Africa*, vol. 46, n° 4, p. 417-452.

MADORE, F. (2016b), « L’islam ivoirien et burkinabé à l’ère du numérique 2.0 », *Journal des anthropologues*, n° 146-147, p. 151-178.

MIRAN, M. (1998), « Le wahhabisme à Abidjan : dynamisme urbain d’un islam réformiste en Côte d’Ivoire contemporaine (1960-1990) », *Islam et sociétés au sud du Sahara*, n° 12, p. 5-74.

MIRAN, M. (2000), « Vers un nouveau prosélytisme islamique en Côte d’Ivoire : une révolution discrète », *Autrepart*, n° 16, p. 139-160.

MIRAN, M. (2006), *Islam, histoire et modernité en Côte d’Ivoire*, Paris, Karthala.

MIRAN-GUYON, M. (2015), *Guerres mystiques en Côte d’Ivoire. Religion, patriotisme, violence (2002-2013)*, Paris, Karthala.

ØSTEBØ, T. (2015), « African Salafism: Religious Purity and the Politicization of Purity », *Islamic Africa*, vol. 6, n° 1-2, p. 1-29.

SAVADOGO, B. M. (2005), « L’intervention des associations musulmanes dans le champ politique en Côte d’Ivoire depuis 1990 », in *L’islam politique au sud du Sahara : identités, discours et enjeux*, M. GOMEZ-PEREZ (dir.), Paris, Karthala, p. 583-600.

Articles de presse

« Référendum constitutionnel du 23 juillet : “Le texte de l’avant projet divise les Ivoiriens au lieu de les rapprocher” déclare Idriss Koudouss’ », *Le Jour*, 21 juillet 2000.

« Les Imams Sunnites à propos de la crise ivoirienne : “Privilégions l’intérêt national” », *Le Patriote*, 7 septembre 2005.

« Gros plan sur la CEMUCE », *Al-Azan*, décembre 2005.

« AMSCI. Tournée dans les régions des Savanes et du Denguélé : une nouvelle vision pour la pratique d’un Islam authentique », *Islam Info*, 9-15 juin 2010.

« Sortie de crise. Les musulmans sunnites à Gbagbo : “Pesez de votre poids pour des élections apaisées” », *L’Intelligent d’Abidjan*, 2 octobre 2010.

« Pose de la première pierre d’une mosquée sunnite », *Notre Voie*, 15 octobre 2010.

« Présidentielle du 31 octobre : les musulmans sunnites veulent une campagne apaisée et civilisée », *Notre Voie*, 20 novembre 2010.

« Après les attaques perpétrées contre les mosquées : les sunnites réagissent », *Islam Info*, n° 269, 29 décembre 2010-4 janvier 2011.

« Incendie des mosquées, assassinats d’Imams, déplacement des populations », *Le Patriote*, 21 mars 2011.

« La jeunesse musulmane sunnite initiée à l’entrepreneuriat », *Fraternité Matin*, 2 avril 2012.

« Cérémonie de clôture du séminaire national islamique “Al falah 2014” de la jeunesse musulmane en Côte d’Ivoire (jemci) : discours du parrain Ouattara Lacina, Chargé de mission du Président de la République », *Abidjan.net*, 1^{er} septembre 2014.

« Cérémonie de clôture du SANFEF : l’emploi des femmes, au centre des préoccupations de la CEEMUCI », *Islam Info*, 24-30 septembre 2014.

« Menace terroriste sur la Côte d'Ivoire : les sunnites ivoiriens prennent position », *Soir Info*, 8 septembre 2015

« Yopougon Niangon. Assemblée consultative : l'AMSCI, le CODIS et l'ANAOU prônent un Islam de paix et de cohésion », *Islam Info*, 9-15 septembre 2015a.

« Première édition "Sabiboul Ilm" : la CEEMUCI, plus responsable face à la montée de l'extrémisme », *Islam Info*, 9-15 septembre 2015b.